



**Convention relative  
aux droits de l'enfant**

Distr.  
GÉNÉRALE

CRC/SP/38  
12 janvier 2007

Original: ANGLAIS/FRANÇAIS/  
ESPAGNOL

RÉUNION DES ÉTATS PARTIES  
Onzième réunion  
New York, 21 février 2007  
Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**ÉLECTION, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 43 DE LA CONVENTION  
RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT, DE NEUF MEMBRES DU COMITÉ  
DES DROITS DE L'ENFANT EN REMPLACEMENT DE CEUX DONT  
LE MANDAT VIENT À EXPIRATION LE 28 FÉVRIER 2007**

**Note du Secrétaire général**

1. Conformément à l'article 43 de la Convention relative aux droits de l'enfant, la onzième réunion des États parties à la Convention se tiendra, à l'invitation du Secrétaire général, au Siège de l'Organisation des Nations Unies le mercredi 21 février 2007, afin d'élire neuf membres du Comité des droits de l'enfant à choisir sur la liste des personnes désignées par les États parties pour remplacer celles dont le mandat vient à expiration le 28 février 2007 (voir annexe I). On trouvera à l'annexe II le nom des neuf autres membres qui continueront à siéger au Comité jusqu'au 28 février 2009.
2. Comme le prévoit la procédure spécifiée au paragraphe 4 de l'article 43 de la Convention, le Secrétaire général a adressé le 24 août 2006 une note verbale aux États parties, les invitant à lui communiquer, dans un délai de deux mois, le nom des candidats désignés par eux. On trouvera dans le présent document toutes les notices biographiques qui ont été communiquées avant le 24 octobre 2006.
3. Le Secrétaire général a l'honneur de présenter ci-après conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 43 de la Convention, la liste, dans l'ordre alphabétique, des personnes désignées pour siéger au Comité des droits de l'enfant, dans laquelle sont aussi indiqués les États parties dont émanent les candidatures. Les notices biographiques des personnes désignées, fournies par les États parties concernés, figurent à l'annexe III au présent document.

<u>Nom des candidats</u>	<u>États parties dont la candidature émane</u>
M <sup>me</sup> Agnes Akosua AIDOO	Ghana
M <sup>me</sup> Ojobo ATULUKU	Nigéria
M <sup>me</sup> Mariama ARIBOT	Guinée
M. Luigi CITARELLA	Italie
M. Kamel FILALI	Algérie
M <sup>me</sup> Maria HERCZOG	Hongrie
M <sup>me</sup> Moushira KHATTAB	Égypte
M <sup>me</sup> Itumeleng KIMANE	Lesotho
M. Hatem KOTRANE	Tunisie
M. Lothar Friedrich KRAPPMANN	Allemagne
M <sup>me</sup> Rosa Maria ORTIZ	Paraguay
M <sup>me</sup> Marta Maurás PÉREZ	Chili
M <sup>me</sup> Nakpa POLO	Togo
M <sup>me</sup> Lidija TOPIC	Bosnie-Herzégovine
M <sup>me</sup> Esmeralda Elizabeth AROSEMENA de TROITIÑO	Panama
M <sup>me</sup> Sylvie Kayitesi ZAÏNABO	Rwanda
M <sup>me</sup> Marie-Gisèle ZINKPE	Bénin

**Annexe I**

**MEMBRES DU COMITÉ DES DROITS DE L'ENFANT DONT LE MANDAT VIENT  
À EXPIRATION LE 28 FÉVRIER 2007**

<u>Nom du membre</u>	<u>Pays dont le membre est ressortissant</u>
M <sup>me</sup> Alison ANDERSON	Jamaïque
M. Jacob Egbert DOEK	Pays-Bas
M. Kamel FILALI	Algérie
M <sup>me</sup> Moushira KHATTAB	Égypte
M. Hatem KOTRANE	Tunisie
M. Lothar Friedrich KRAPPMANN	Allemagne
M. Norberto LIWSKI	Argentine
M <sup>me</sup> Rosa Maria ORTIZ	Paraguay
M <sup>me</sup> Awa N'Deye OUEDRAOGO	Burkina Faso

**Annexe II**

**MEMBRES DU COMITÉ DES DROITS DE L'ENFANT DONT LE MANDAT EXPIRE  
LE 28 FÉVRIER 2009**

<u>Nom du membre</u>	<u>Pays dont le membre est ressortissant</u>
M <sup>me</sup> Ghalia Mohd Bin Hamad Al-THANI	Qatar
M <sup>me</sup> Joyce ALUOCH	Kenya
M <sup>me</sup> Yanghee LEE	République de Corée
M. David PARFITT	Canada
M. Awich POLLAR	Ouganda
M. Kamal SIDDIQUI	Bangladesh
M <sup>me</sup> Lucy SMITH	Norvège
M <sup>me</sup> Nevena VUCKOVIC-SAHOVIC	République de Serbie
M. Jean ZERMATTEN	Suisse

### Annexe III

## NOTICE BIOGRAPHIQUE DES CANDIDATS

### Agnes Akosua AIDOO (Ghana)

**Date et lieu de naissance:** 1<sup>er</sup> octobre 1939 à Mampong (Ghana)

**Langue(s) de travail:** Anglais; français (lu et parlé, niveau élémentaire)

**Situation/fonction actuelle:**

Consultante et chercheuse (sujets: droits de l'enfant, développement de l'enfant et protection de l'enfance, égalité des sexes et développement, politique sociale, pauvreté, vulnérabilité et exclusion)

Membre du Conseil d'administration du National Partnership for Children's Trust, Ghana

Membre de l'Institute of African Studies, University of Ghana

Membre du Conseil consultatif pour l'Afrique, International Women's Empowerment Research Consortium

**Principales activités professionnelles:**

Sensibilisation aux droits de l'enfant et aux droits des femmes

Services consultatifs auprès du Gouvernement, de l'UNICEF, d'organismes du système des Nations Unies au Ghana et d'ONG sur les questions touchant aux droits de l'enfant, à l'égalité des sexes et au développement, à la pauvreté et à la vulnérabilité

Recherche et analyse des politiques sur des questions comme le développement du jeune enfant, la pauvreté, la vulnérabilité et l'exclusion des enfants, et la place des jeunes et des femmes dans les stratégies de réduction de la pauvreté en Afrique

Mobilisation de fonds et services bénévoles pour répondre aux besoins des enfants d'âge scolaire en matière d'éducation, de santé et d'hygiène, dans le cadre du National Partnership for Children's Trust, Ghana

Orientation stratégique et soutien académique à l'Institute of African Studies et au réseau africain de l'International Women's Empowerment Research Consortium

**Études:**

Doctorat d'histoire et d'anthropologie sociale, University of California, Los Angeles, 1975

Bourse de recherche, School of Oriental and African Studies, University of London, 1968-1969

Maîtrise – Histoire et relations internationales –, University of Toronto, Canada, 1966

Licence d'histoire, d'anglais et de sciences politiques – University of Manitoba, Canada, 1963

West African School Certificate Grade 1 & Advanced Level (baccalauréat), Holy Child School, Ghana, 1957 et 1959

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:**

Représentante de l'UNICEF en Tanzanie entre 1992 et 1998, chargée de la promotion, de l'étude, de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes nationaux multisectoriels en faveur des enfants et des femmes

En tant que conseillère principale pour le développement des femmes et des fillettes (au niveau mondial), siège de l'UNICEF, 1989-1992, j'ai été responsable d'activités de recherche et de sensibilisation sur les droits des fillettes et des femmes en collaboration avec la Commission de la condition de la femme, le Conseil d'administration de l'UNICEF et les États membres d'Asie, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Amérique du Sud

Participation à l'action de l'UNICEF en vue de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant, en 1989, et à la préparation et à l'organisation du Sommet mondial pour les enfants, en 1990

En tant que responsable de projet en matière d'égalité des sexes et conseillère en matière de politique sociale à la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, 1978-1989, j'ai participé à l'organisation et à la gestion de programmes de sensibilisation, d'analyse des politiques et d'aide en faveur des enfants, des jeunes, des femmes, des handicapés et des réfugiés dans toutes les sous-régions d'Afrique

**Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine:**

Agnes Akosua Aidoo «The Economy, Poverty and Children» in *Childhood in Ghana*, Ministère de la condition de la femme et de l'enfance et UNICEF, Accra, à paraître en 2007

Agnes Akosua Aidoo «Ensuring a Supportive Policy Environment», *Early Childhood Development in Africa*, CG/ECD et Banque mondiale, à paraître en 2006

Agnes Akosua Aidoo, Clara Fayorsey, Estelle Appiah, *Vulnerable Groups and Protection Issues in Ghana* (2004, Système des Nations Unies, Ghana, non publié)

**Mariama ARIBOT (Guinée)**

**Date et lieu de naissance:** 1<sup>er</sup> septembre 1945 à Pita, Guinée – Conakry

**Langue(s) de travail:** Français (lu, écrit et parlé)

**Situation/fonction actuelle:**

Libre de tout engagement depuis mai 2006, car admise à faire valoir mes droits à la retraite après sept (7) années passées à la tête du Ministère guinéen des affaires sociales, de la promotion féminine et de l'enfance, je me consacre aux activités du Réseau des femmes ministres et parlementaires de Guinée dont je suis la Présidente.

**Principales activités professionnelles:**

Sept (7) années comme Ministre des affaires sociales, de la promotion féminine et de l'enfance, j'ai longuement contribué à la mise en œuvre des politiques sectorielles du Gouvernement de la République de Guinée concernant les femmes, les enfants, les personnes âgées et handicapées. Les activités sous mon leadership ont été menées en rapport avec les autres ministères techniques (santé, éducation, environnement, agriculture, etc.) ainsi qu'avec les organisations de la société civile, les ONG et parfois le secteur privé. L'appui des partenaires bilatéraux et multilatéraux au budget national dans le cadre des stratégies d'orientation et de coopération a permis à mon département non seulement de développer des études et des enquêtes diagnostics sur les cibles du département pour l'élaboration ou la révision des politiques mais aussi de mener des actions de plaidoyer, de formation, d'évaluation des projets et programmes sur le terrain avec les services décentralisés dans les préfectures, et aussi de représenter la Guinée dans les instances régionales et internationales. Mon département a été longuement impliqué dans la prise en compte des besoins des femmes et des enfants pendant les afflux de réfugiés lors de la guerre du Libéria et de la Sierra Leone et avec le retour de ceux-ci dans le cadre des réunifications familiales post conflit. Il a eu à initier un programme de démobilisation des jeunes en Guinée forestière ayant combattu avec l'armée régulière les rebelles qui ont attaqué la Guinée en 2000 à la faveur des conflits du Libéria et de la Sierra Leone. La problématique du trafic des femmes et des enfants et du travail des enfants dans le contexte plus large des pays de l'Afrique de l'Ouest ainsi que la situation des OEV (orphelins enfants vulnérables) dont ceux en conflit avec la loi, les enfants orphelins du sida et les enfants de la rue, sont parmi les principaux programmes que le ministère dont j'ai eu la charge a eu à gérer.

**Études:**

Baccalauréat, série sciences sociales, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> parties (1964-1965)

Maîtrise en lettres modernes de l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry en 1970

Nombreux stages de formation sur les aspects sociaux du développement au BIT, sur la gestion des programmes de santé et de développement avec la CEDPA (Centre for Development and Population Activities) à Washington

Formation aux techniques de prise en compte et d'analyse des questions relatives à l'égalité des sexes dans les projets

Formation aux techniques de communication

Formation au leadership féminin, etc.

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:**

Réalisation d'une étude sur le travail des enfants en République de Guinée

Mise en place du Parlement des enfants de Guinée avec un noyau de 50 députés juniors répartis sur Conakry et les autres provinces du pays

Mise en place d'une coordination nationale sur les actions en faveur des enfants ayant besoins de mesures spéciales de protection

Ratification par l'Assemblée nationale et promulgation par décret du Président de la République depuis décembre 2001 des instruments juridiques suivants: Convention n<sup>os</sup> 138 et 182 de l'OIT, Convention n<sup>o</sup> 5 de La Haye, Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant sur la vente d'enfants, la prostitution et la pornographie mettant en scène des enfants, Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés

Élaboration d'un code de l'enfant

Démobilisation, formation professionnelle et réinsertion sur huit filières de 350 jeunes volontaires impliqués dans les comités d'autodéfense lors des attaques de 2000 à nos frontières

Formation et sensibilisation de plus de 5 000 officiers, sous-officiers et hommes de rang sur le contenu du Protocole facultatif sur l'implication des enfants dans les conflits armés et la formation des officiers sur les modules de la Convention relative aux droits de l'enfant avant, pendant et après les conflits armés

Réalisation d'une enquête nationale sur la traite des enfants en Guinée

Lancement d'une grande campagne d'enregistrement des naissances avec six mois de gratuité sur toute l'étendue du territoire et mise en place d'un comité national d'appui à l'enregistrement des naissances

Envoyée spéciale du Président de la République pendant les préparatifs et la tenue de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants

Ai participé au Conseil d'administration de l'UNICEF à New York en 2002

Mon département a lancé avec la Banque mondiale un projet de développement de la petite enfance sur l'approche intégrée et holistique du développement de la petite enfance, dans le Programme «Éducation pour tous»

Supervision de la rédaction des rapports périodiques sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant

Établissement des premières statistiques du préscolaire

Lancement des premières campagnes d'information des élèves malentendants et malvoyants sur le sida

Visite des centres d'encadrement communautaire de la petite enfance dans les zones rurales

Lancement de la construction d'un centre de réinsertion des enfants des rues.

## **Ojobo ATULUKU (Nigéria)**

**Date et lieu de naissance:** 7 décembre 1963, Bauchi, Nigéria

**Langue(s) de travail:** Anglais (excellent); français (écrit: médiocre; lu: bon)

### **Situation/fonction actuelle:**

Directrice adjointe de programmes: Planification stratégique, développement et gestion, développement et gestion de programmes (thèmes: égalité des sexes, droits des femmes, sécurité de la personne, bonne gouvernance en relation avec des travaux axés sur l'égalité des sexes dans le domaine de l'éducation et de la prévention du VIH/sida et établissement de synergies entre tous les programmes organiques), parrainage d'enfants, mobilisation de fonds et développement des relations de partenariats, mobilisation sociale et action sociale.

### **Principales activités professionnelles:**

Réunions et rencontres (gestion/direction, programmation, réseaux, coalitions), ateliers, allocutions publiques, formation, tutorat et orientation, voyages (dans le pays et à l'étranger), examens stratégiques, rapports, analyse des politiques, missions de sensibilisation, rassemblements, campagnes, gestion des ressources humaines, élaboration de programmes, mobilisation de fonds, mise en place de partenariats.

### **Études:**

Licenciée en droit; avocate; diplômes postuniversitaires dans les domaines suivants: rôle des femmes dans le développement; rédaction de textes juridiques; rédaction de textes législatifs.

### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:**

Membre du Comité de rédaction du projet de loi sur les enfants de 1993 (aujourd'hui loi sur les droits de l'enfant de 2003); participation à divers bilans communs de pays établis par l'Organisation des Nations Unies et à l'étude de l'UNICEF sur le statut de la femme et de l'enfant de 2000

Participation à la réunion organisée conjointement par la Commission nationale des droits de l'homme et l'UNICEF destinée aux officiers de police et aux responsables des établissements pénitentiaires au sujet de la Convention relative aux droits de l'enfant, et au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Rapporteuse d'ateliers organisés par l'UNICEF sur la charia; rapporteuse au Comité des droits de l'enfant et au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes; élaboration d'un programme axé sur les enfants dans les communautés rurales sur le territoire du Nigéria

En tant que Secrétaire de la Fédération internationale des femmes juristes, Abuja; 1998-2000, j'ai participé à la mise en place d'un programme télévisé d'information sur les droits des enfants et des femmes et l'aide juridique concernant les droits des enfants et des femmes; chargée des questions qui touchent aux droits des personnes en situation d'exclusion: les femmes, les enfants et les handicapés; cours de formation sur la Convention relative aux droits de l'enfant.

**Luigi CITARELLA (Italie)**

**Date et lieu de naissance:** 22 août 1931, Naples

**Langue(s) de travail:** Anglais, français

**Situation/fonction actuelle:**

Expert consultant de la Commission interministérielle des droits de l'homme – Ministère des affaires étrangères – Rome

Membre de la Société italienne de droit international

Membre de la Société italienne pour l'Organisation internationale (SIOI)

**Principales activités professionnelles:**

Professeur de droit international – Rome

Consultant de la Commission interministérielle des droits de l'homme – Ministère des affaires étrangères – Rome

**Études:**

Doctorat de droit – Université de Milan (Italie)

Professeur de droit international – Faculté des sciences politiques – Université de Rome

Professeur – Section droits de l'homme – Faculté des sciences politiques – Université de Rome

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:**

Membre du Comité des droits de l'enfant de l'ONU (2001-2005)

Membre de la délégation italienne auprès du Comité des droits civils et politiques, du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, du Comité des droits de l'enfant, du Comité contre la torture et du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, de l'ONU (1988-2002)

Membre de la délégation italienne (expert juridique) à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale (1998)

Représentant de l'Italie au Groupe de travail intersessions de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (2000)

Représentant de l'Italie à la réunion sur les droits de l'homme et les peines ou traitements inhumains organisée par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (2000)

Membre du Comité interministériel de coordination chargé de la préparation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants (New York, 2001).

Secrétaire général de la Commission interministérielle des droits de l'homme du Ministère des affaires étrangères (1986-2003)

Expert consultant de la Commission interministérielle des droits de l'homme – Ministère des affaires étrangères (depuis 2005)

**Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine:**

*Publications récentes et interventions dans le cadre de séminaires:*

Les institutions indépendantes des droits de l'homme qui œuvrent pour les enfants (Florence – 2004)

Institution d'un défenseur des enfants en Italie (Rome – 2004)

Démocratie, droits de l'homme et sécurité (Assise – 2004)

L'engagement de la communauté internationale pour les droits de l'enfant (Gorizia – 2004)

Cours de formation pour les diplomates irakiens – Paix et sécurité (Rome – 2004)

Cours de formation pour les diplomates yéménites et palestiniens (Rome – 2004)

Droits de l'enfant: Une aspiration universelle en conflit avec la tradition, la culture et la religion (Gênes – 2005)

La médiation et les droits de l'enfant (Bari – 2005)

Problèmes liés à l'adoption (Rome – 2005)

Restitution d'enfants et politiques en la matière – L'expérience internationale (Rome – 2005)

Derniers développements concernant le crime de torture, à l'échelon national et international (Rome – 2005)

L'abandon d'enfants – Comment en venir à bout (Bellaria – 2005)

Les travaux du Comité des droits de l'enfant de l'ONU (Rome – 2005)

Les mineurs victimes de crimes – Instruments internationaux (Côte d'Ivoire – 2005)

Trafic d'enfants et tourisme sexuel (Rome – 2005)

Les enfants et adolescents en tant que sujets du droit international (Parme – 2005)

L'enfant handicapé en tant que sujet de droits (Turin – 2006)

Problèmes internationaux liés à la protection des enfants et des adolescents (Rome – 2006)

Panser les blessures de la guerre: Perspectives psychosociales et expériences dans les zones de la Méditerranée et des Balkans déchirées par des conflits (Rome – 2006)

**Kamel FILALI (Algérie)**

**Date et lieu de naissance:** 8 février 1952, Constantine, Algérie

**Langue(s) de travail:** Anglais, français, arabe, espagnol

**Situation/fonction actuelle:**

Expert, Membre du Comité des droits de l'enfant de l'ONU

Professeur de droit – Université de Constantine, Algérie

Avocat à la Cour suprême d'Algérie

Membre de la Commission nationale des droits de l'homme d'Algérie

Membre de l'Assemblée générale de l'Institut international des droits de l'homme

Correspondant du Yearbook of International humanitarian Law TMC, Asser Press

Membre de l'International Coalition for an International Criminal Court

**Principales activités professionnelles:**

Avocat à la Cour de Constantine et à la Cour suprême d'Algérie; affaires pénales concernant des mineurs

Professeur de droit international, de droit international relatif aux droits de l'homme et de droit international humanitaire, Faculté de droit, Université de Constantine, Algérie

Maître de thèse pour la maîtrise et le doctorat

Directeur de recherche, Université de Constantine, Algérie: Projet de recherche sur les droits de l'homme, sur des thèmes comme le droit à une procédure équitable, ou les mesures de substitution à la privation de liberté: déjudiciarisation et justice réparatrice

Intervenant dans le cadre d'un stage organisé par le Bureau de l'UNICEF à Alger et le Ministère algérien de la justice destiné aux juges des mineurs et à d'autres professionnels travaillant avec des enfants en rupture avec la loi

Rapporteur de la cinquième Réunion intercomités tenue au Palais Wilson, à Genève, en juin 2005

Présentation du rapport de la cinquième Réunion intercomités tenue au Palais Wilson à Genève

**Études:**

*Études universitaires:*

Docteur en droit (Ph. D) – Droit international et relations internationales, Université de Miami, mai 1984

Reconnaissance par l'Algérie du Ph. D en tant que doctorat d'État

Maîtrise dans le domaine des affaires internationales, Université de Miami, décembre 1982  
– Spécialisation dans les relations entre les États-Unis et le Moyen-Orient

Maîtrise de droit comparé, Université de Miami, 1977-1979. Études comparatives des régimes juridiques existant dans le monde

*Études:*

Licence en droit, Université de Constantine, Algérie, 1976

Baccalauréat décerné par le Ministère français de l'éducation, avec mention, 1972

Baccalauréat décerné par le Ministère algérien de l'éducation, 1972

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:**

Participation en qualité d'expert du droit humanitaire à la Réunion d'études sur le droit humanitaire tenue à l'hôtel Conrad, au Caire, Égypte (2003)

Participation à la réunion organisée à Genève dans le cadre de l'étude sur la violence à l'égard des enfants effectuée à la demande du Secrétaire général, confiée à M.S. Pinheiro, expert indépendant

Participation aux travaux du Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (CIC) qui se réunit à Genève, en qualité de représentant de la Commission algérienne de protection et de promotion des droits de l'homme

Représentant du Comité des droits de l'enfant à la troisième réunion intercomités des organes conventionnels relatifs aux droits de l'homme et désignation en qualité de rapporteur pour rendre compte des travaux des organes conventionnels concernant le projet de directives harmonisées pour l'établissement de rapports (2004)

Participation à la quatrième réunion intercomités et présentation des résultats des débats des divers organes conventionnels sur le projet de directives harmonisées pour l'établissement de rapports (2005)

Représentant du Comité des droits de l'enfant au Groupe de travail technique établi par la quatrième réunion intercomités afin d'établir la version définitive du projet de directives harmonisées pour l'établissement de rapports (décembre 2005 et février 2006)

À la cinquième réunion intercomités, en juin 2006, présentation du texte révisé du projet de directives harmonisées pour l'établissement de rapports et présentation des conclusions et recommandations du Groupe de travail technique

**Liste des publications les plus récentes dans ce domaine:**

Rapport sur l'Algérie et le droit humanitaire, publié dans le Yearbook of International Humanitarian law 2003, TMC Asser Press

Publication dans le recueil de cours de l'Institut des droits de l'enfant de Sion, Suisse, du contenu d'un cours sur la comparaison entre la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant et la Convention relative aux droits de l'enfant, juin 2005

Participation au Forum de l'Institut des droits de l'enfant (IDE 2005) à Sion, Suisse. Présentation d'une communication intitulée «La protection des enfants en période d'état d'urgence», [www.childsrights.org.htm](http://www.childsrights.org.htm)

Octobre 2006: Forum de l'Institut des droits de l'enfant, Sion, Suisse: Le droit de l'enfant d'être entendu dans des procédures administratives et judiciaires, [www.childsrights.org.htm](http://www.childsrights.org.htm)

**Maria HERCZOG (Hongrie)**

**Date et lieu de naissance:** 10 mars 1954, Budapest, Hongrie

**Langue(s) de travail:** Hongrois, anglais

**Situation/fonction actuelle:** Chercheuse principale, professeur d'université

**Principales activités professionnelles:**

Chargée de recherche et chargée de cours dans le domaine de la protection de l'enfance

Représentante de la société civile auprès de l'ECOSOC

Rédactrice en chef de journaux professionnels sur la famille, l'enfance et la jeunesse

**Études:**

1978 Université Karl Marx des sciences économiques, Budapest

1989 Thèse de doctorat sur le placement en institution des enfants de moins de 3 ans,  
Université Karl Marx des sciences économiques, Budapest

1996 Thèse de doctorat sur le dilemme du système de protection de l'enfance en Hongrie,  
Académie des sciences de Hongrie, Budapest

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:**

Divers mandats d'experte et de conseillère auprès de l'UNICEF, de l'OMS et du Conseil de l'Europe au cours des 15 dernières années

Participation à la rédaction du rapport alternatif des ONG sur la Hongrie relatif à l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant en 2005, au nom de l'Association pour la famille, l'enfance et la jeunesse

Participation à plusieurs conférences internationales en tant qu'oratrice principale et responsable d'ateliers, en particulier dans le cadre de l'UNICEF

Participation à des projets de recherche internationaux dans le cadre de l'Union européenne – AGIS, Daphne, etc.

**Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine:**

Maltraitance et abandon moral d'enfants, KJK, Budapest, 1996; texte sur les châtiments corporels et la maltraitance des enfants et les moyens d'inculquer le sens de la rigueur aux personnes concernées: victimes et opinions, OKRI, Budapest, p. 88 à 105; Manuel de protection de l'enfance, KJK, 2001; Sévices sexuels sur les enfants en Europe, en collaboration avec le professeur Corrine May-Chahal-Ial, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 2003; Jóvátétel, megbékélés, kézikönyv a helyreállító igazságszolgáltatásról (Réconciliation et réparation, manuel de justice réparatrice), livres CSAGYI (Éditrice et auteur de plusieurs chapitres) (Budapest, 2003).

**Moushira KHATTAB (Égypte)**

**Date et lieu de naissance:** 16 juillet 1944, Le Caire, Égypte

**Langue(s) de travail:** Arabe, anglais, français, allemand

**Situation/fonction actuelle:**

Secrétaire générale du Conseil national de l'enfance et de la maternité, qui est la plus haute autorité chargée de l'enfance en Égypte (depuis 1999). Présidente du Sous-Comité de l'enfance et de la famille de l'Union égyptienne de radiodiffusion et de télévision. Membre de la Fédération des ONG d'Égypte. Présidente du Comité directeur sur la violence contre les enfants pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) (Étude du Secrétaire général des Nations Unies sur la violence contre les enfants). Représentante de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord pour Child Helpline International. Membre du Conseil et Vice-Présidente du Bureau international des droits de l'enfant. Vice-Présidente du HCDH (2002) et Présidente de la Chambre B. Membre du Conseil de l'Organe de réglementation du secteur de l'électricité représentant les consommateurs. Membre du Conseil de l'Institut supérieur de l'enfance, Université de Ein Shams, Égypte.

**Principales activités professionnelles:**

Lancement d'un certain nombre de projets nationaux axés sur les enfants les plus vulnérables qui travaillent – enfants des rues, enfants handicapés, enfants en conflit avec la loi, enfants victimes et témoins de crimes

Préparation d'amendements au Code de l'enfant en vue d'en rendre le texte entièrement compatible avec la Convention relative aux droits de l'enfant

Travaille actuellement à la préparation d'un budget en faveur de l'enfance fondé sur les droits

Présidente du Groupe d'experts intergouvernementaux des Nations Unies chargés d'adopter des lignes directrices en matière de justice pour les enfants victimes et témoins d'actes criminels (adoptées par l'ECOSOC). A œuvré énergiquement à l'adoption de ce texte par le Comité pour la prévention du crime et la justice pénale de l'ONU (Vienne, 2005). A traduit en arabe la version française destinée aux enfants et l'a testée auprès des intéressés

Direction d'un projet national visant à modifier les comportements à l'égard de la mutilation génitale des femmes (ou des fillettes) (déviance positive), mené en collaboration avec le PNUD et l'UNICEF, ainsi que la Coopération italienne. L'approche efficace et novatrice dont procède le projet lui a valu deux récompenses internationales

Responsable de l'Initiative pour l'éducation des filles. Il s'agit d'un programme visant à favoriser l'autonomisation des fillettes pauvres et marginalisées en situation d'abandon scolaire en construisant des écoles plus proches de leur lieu de vie dotées de services de qualité. Le programme est axé sur l'enfant et l'enseignement fait appel à la participation active des écolières (l'Égypte est un des pays phare pour ce qui est de l'Initiative pour l'éducation des filles lancée par le Secrétaire général de l'ONUG). Il bénéficie de la collaboration de sept institutions

des Nations Unies, placées sous l'égide de l'UNICEF. Plus de 500 écoles ont été construites en quatre ans dans le cadre de ce programme

Responsable de la mise en œuvre de la stratégie et du plan d'action nationaux en vue de l'élimination du travail des enfants, ainsi que d'un projet participatif associant des ONG et des groupes cibles sur la base d'une approche fondée sur les droits, mis en place dans les cinq gouvernorats où le taux d'enfants qui travaillent est le plus élevé

À l'origine de la création d'une permanence téléphonique pour les enfants, service gratuit fonctionnant 24 heures sur 24, largement soutenu par les pouvoirs publics et des organisations non gouvernementales

Lancement d'un programme de santé pour les adolescents axé sur l'information des jeunes et l'apprentissage de l'autonomie fonctionnelle, et visant à modifier les mentalités à l'égard de certaines pratiques comme le mariage précoce et la mutilation génitale des femmes

Mise en œuvre d'un projet national destiné à apprendre aux enfants à se faire les champions de la lutte contre la drogue et à faire changer les choses. Le projet est fondé sur une approche participative faisant largement appel aux ONG et aux responsables communautaires. Il a pour objet de réduire la demande de drogues

Réalisation d'une campagne nationale qui s'intitule «Réfléchir à deux fois» qui a pour but de sensibiliser la population et de modifier les comportements.

#### **Études:**

*B. A. Political Science with Honors*, Université du Caire. *M. A. International Relations*, University of North Carolina, Chapel Hill, États-Unis. Préparation d'un doctorat à la faculté des sciences politiques de l'Université du Caire sur les mesures générales de mise en application de la Convention relative aux droits de l'enfant; «Egyptian Perspectives».

#### **Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:**

Coordination des travaux préparatoires de la consultation sur la violence contre les enfants organisée en juin 2005 dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord et de la suite donnée à la consultation en mars 2006. Préparation de la diffusion à l'échelon de la région de la version arabe du rapport de l'expert indépendant chargé d'une étude sur la violence contre les enfants prévue pour novembre 2006

Membre du Groupe consultatif de l'ONG internationale Better Care qui a travaillé à l'élaboration d'un projet de directives des Nations Unies concernant la prise en charge des enfants sans protection parentale qui devait être présenté à l'Assemblée générale des Nations Unies dans le courant de 2006

Représentante du Comité des droits de l'enfant à diverses réunions sur la réforme des organes conventionnels de l'ONU (Malbun-Lichtenstein 2003 et 2006; Université de Nottingham, Royaume-Uni, janvier 2006), ainsi qu'à des réunions intercomités des organes conventionnels de l'ONU (Genève, juin 2006)

Chef de la délégation égyptienne auprès d'un certain nombre de conférences internationales dont la dernière était le Congrès international des juges des enfants et de la famille qui s'est tenu à Belfast du 27 août au 1<sup>er</sup> septembre 2006

Participation à de nombreuses conférences consacrées aux droits des enfants, dont la dernière était la réunion du Groupe d'experts chargé de l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des petites filles, UNICEF, qui s'est tenue à l'Institut Innocenti, à Florence, du 25 au 28 septembre 2006

Oratrice principale dans un certain nombre de conférences internationales consacrées aux questions concernant les enfants.

**Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine:**

M<sup>me</sup> Khattab a supervisé la préparation des documents et pris une part active à leur élaboration:

Egypt's National Strategy for the Protection, Rehabilitation and Reintegration of Street Children;

Egypt's National Strategy to combat child labour;

Egypt's National Plan of action to combat child labour;

Egypt's National Survey on child labour;

Egypt's National Plan of Action on Girls Education;

Egypt's National Strategy on the protection of Youth from drugs and substance abuse;

Training Manual for «professionals and young people working on the protection of youth from drugs and substance abuse»;

Conceptual framework for Egypt's «National plan of action on childhood and motherhood».

**Itumeleng KIMANE (Lesotho)**

**Date de naissance:** 5 juillet 1955

**Études:**

Licence de sociologie et d'administration, Université nationale du Lesotho, 1979; Maîtrise de sciences économiques, avec spécialisation en criminologie, University College of Cardiff (pays de Galles), 1982, et Doctorat de criminologie et d'étude sociale et philosophique du droit, Old College, Université d'Édimbourg (Écosse), 1989. Autre domaine de spécialisation: le rôle des femmes dans le développement.

**Langue(s) de travail:** Sesotho et anglais

**Situation/fonction actuelle:**

Directrice du Bureau NUL-CONSULS à l'Université nationale du Lesotho. A longtemps été assistante principale au Département d'anthropologie sociale, de sociologie et de travail social à l'Université nationale du Lesotho. Elle a exercé à ce titre des fonctions d'enseignante, de chercheuse et de consultante, et effectué des études sur les services communautaires.

**Principales activités professionnelles:**

M<sup>me</sup> Kimane a commencé à se consacrer à la cause des droits des enfants dans les années 80, et est l'auteur de nombreuses communications, recherches et publications sur les questions concernant les enfants. Elle a travaillé en étroite collaboration avec l'UNICEF, le Gouvernement du Lesotho et de nombreuses ONG locales spécialisées dans les droits de l'enfant et a œuvré avec acharnement à la défense des droits des enfants dans différents domaines, y compris pour l'instauration d'un système de justice pour les enfants fondé sur les principes du recours à des moyens extrajudiciaires et de la justice réparatrice. C'est ainsi que ces principes ont été incorporés dans le nouveau projet de loi sur la protection et le bien-être des enfants décrit ci-après. M<sup>me</sup> Kimane est l'auteur du premier bilan complet de la situation des enfants orphelins et vulnérables au Lesotho. Membre de la Commission de réforme des lois du Lesotho, elle a participé en cette qualité à un certain nombre de projets. Elle a été notamment Présidente de la Commission du projet de réforme de la législation sur les enfants entre 2001 et 2004, et a assuré à ce titre des services d'assistance technique. Le projet a bénéficié d'un soutien financier de l'UNICEF, de l'organisation suédoise Save the Children et du Royaume-Uni, et a débouché sur le projet de loi sur la protection et le bien-être de l'enfant de 2005 qui doit être soumis au Parlement avant la fin de 2006.

Autre constitution majeure à la cause des enfants: au cours de la préparation du chapitre de la stratégie de réduction de la pauvreté consacrée aux enfants, M<sup>me</sup> Kimane a participé à l'organisation de rencontres au cours desquelles des enfants étaient invités à décrire ce que représentait pour eux la pauvreté et a recommandé les stratégies qui leur paraissaient le mieux à même de favoriser la réduction de la pauvreté. Elle a fait partie de l'Équipe spéciale qui a supervisé l'élaboration de la politique nationale en faveur des enfants orphelins et vulnérables. Elle participe actuellement, avec d'autres parties prenantes, à la rédaction du deuxième rapport du Lesotho au Comité des droits de l'enfant des Nations Unies. Elle est fortement engagée

également dans les travaux préparatoires à l'élaboration du programme d'action en vue de l'élimination des pires formes de travail des enfants à l'échelon national. Elle siège dans un certain nombre d'organes qui œuvrent pour la promotion et la protection des enfants au Lesotho, parmi lesquels le Comité national de coordination pour les enfants orphelins et vulnérables et le Conseil d'administration de SOS Lesotho.

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat du Comité des droits de l'enfant:**

M<sup>me</sup> Kimane est l'auteur de nombreuses études sur la situation des enfants et leur bien-être, effectuées à la demande du Gouvernement du Lesotho, de l'UNICEF, du Fonds des Nations Unies pour la population, de l'OMS et d'autres organisations, visant à favoriser en particulier une réorientation des politiques et la réforme de la législation. Parmi les travaux de recherche pertinents concernant les enfants figurent les suivants:

- Rapidly Assessing Children at Work in Lesotho, Volume 1: Context and Overview of Findings (2000);
- Rapidly Assessing Children at Work in Lesotho, Volume 2: The HIV/AIDS Link (2000);
- Rapidly Assessing Children at Work in Lesotho, Volume 3: Policy and Programme Recommendations (2000);
- Update on the Situation of Orphaned and Vulnerable Children in Lesotho (2004).

M<sup>me</sup> Kimane a assisté et présenté des communications à plusieurs conférences importantes parmi lesquelles la Conférence régionale de la Communauté de développement de l'Afrique australe chargée de faire le point de la mise en œuvre de l'Addendum sur la prévention et l'éradication de la violence contre les femmes et les enfants de 1998 qui s'est tenue en 2000; le deuxième Congrès mondial contre l'exploitation des enfants à des fins commerciales, tenu à Yokohama, Japon en 2001; la Conférence sur les nouvelles orientations du droit de la famille qui s'est tenue au Cap en 2003; la deuxième Conférence arabo-africaine pour la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants qui s'est tenue à Rabat au Maroc en 2004. On trouvera ci-après la liste de quelques-unes des communications qu'elle a présentées:

- The children's Law Reform Process in Lesotho (2002);
- The Impact of Poverty on Children (2003);
- The Roles of Different Professionals in the Implementation of the Forthcoming Child Protection and Welfare Legislation in Lesotho (2004);
- Sexual Violence: Moving Towards the Eradication of Violence against Women and Children in Lesotho (2004);
- Developing a Child Justice System in Lesotho (2004);

- Child Justice in Lesotho (2004);
- Protecting the Rights of Working Children through Legislation (2006).

**Publications les plus récentes du candidat dans ce domaine:**

- Adolescent Substance Abuse in Selected Districts of Lesotho (2002);
- Community Based Alternatives for the Care and Protection of Children (2002);
- Violence against Women and Children in Lesotho (2003);
- Impact of Poverty on Children's Human Rights (2003);
- Use and Abuse of Substances Among Young People in Lesotho: Evidence from Qualitative Research (2003);
- Orphaned Children's Rights to Parental Property in Lesotho (2005);
- Discussion Document on Child Labour in Lesotho (2006);
- Grandmothers and Grandchildren: Living Arrangements and Relationships of Orphaned Children in Lesotho (à paraître).

**Hatem KOTRANE (Tunisie)**

**Date de naissance:** 25 juillet 1954 à Tunis, Tunisie

**Langue(s) de Travail:** Arabe, français, anglais

**Situation/fonction actuelle:**

Professeur à la faculté des Sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis-Université du 7 novembre à Carthage, Tunisie

Directeur scientifique de l'Exécutif Master en Droit de l'enfant pour les pays arabes-Université libanaise

Conseiller scientifique et juridique de l'Institut arabe des droits de l'homme.

**Principales activités professionnelles:**

Professeur invité et associé à diverses universités en France et dans les pays arabes

Expert de l'UNICEF en vue de l'élaboration des rapports périodiques sur la Convention des droits de l'enfant dans les pays arabes

Expert de l'UNICEF en vue de l'animation d'une série d'ateliers sur la convention des droits de l'enfant à l'intention des différents ministères et organisations non gouvernementales en charge des droits de l'enfant dans les pays arabes

Expert du BIT en vue de l'élaboration ou de la révision de législations en matière de droit du travail et de droits de l'homme au travail des pays arabes

Expert du HCDH aux séminaires sous-régionaux sur la mise en œuvre des observations finales du Comité des droits de l'enfant: 2003 à Damas (Syrie, Liban et Jordanie) et 2005 à Doha (les six pays du Golfe + le Yémen).

**Études:**

Doctorat d'État en droit social 1982 – Université de Paris I, Panthéon Sorbonne

Diplôme d'études approfondies (DEA) de droit international privé et de droit du commerce international, 1981, Université de Paris I, Panthéon Sorbonne

Diplôme d'études approfondies (DEA) de droit social, 1978, Université de Paris I,  
Licence de droit privé, 1977, Faculté de droit et des Sciences politiques de Tunis.

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:**

Ex-expert indépendant auprès de la Commission des droits de l'homme; chargé de la question d'un protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques sociaux culturels.

Membre du Comité supérieur des droits de l'homme et des libertés fondamentales (Tunisie)

Rapporteur général de la Conférence des pays francophones, préparatoire à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Libreville (Gabon), 1993

Membre du Groupe d'experts arabes, chargé de la révision de la Charte arabe des droits de l'homme (HCDH – Ligue des États arabes), Le Caire 2004

Rapporteur général de la Conférence régionale (MENA) concernant l'étude des Nations Unies sur la violence à l'égard de l'enfant, Le Caire, 27-30 juin 2005.

**Liste des Publications:**

2000: Mondialisation de l'économie et défi de la cohésion sociale, Centre de publications Universitaire – Tunis

2003: Le Guide alternatif des droits de l'enfant dans les États arabes, Publication de l'Institut arabe des droits de l'homme, Tunis

2004: Guide des droits économiques, sociaux et culturels, Publication de l'Institut arabe des droits de l'homme, Tunis

2005: La justiciabilité des droits sociaux, *in* les droits sociaux de l'homme, ouvrage collectif sous l'égide du comptasec, Université de Montesquieu, Bordeaux IV

2005: Les droits économiques, sociaux et culturels dans la Charte arabe des droits de l'homme. Ouvrage collectif sous l'égide de l'Institut des sciences politiques de Messine (Italie)

2005: Les migrations des mineurs non accompagnés et l'approche holistique fondée sur les droits de l'enfant, «Les migrations des mineurs non accompagnés».

**Lothar Friedrich KRAPPMANN (Allemagne)**

**Date et lieu de naissance:** 19 novembre 1936, Kiel, Schleswig-Holstein, Allemagne

**Nationalité:** Allemande

**Diplômes universitaires:**

- 1969      Doctorat (équivalent à un Ph. D.) de sociologie et d'histoire moderne, Freie Universität, Berlin, Allemagne  
Thèse: Soziologische Dimensionen der Identität (Dimensions sociologiques de l'identité)  
Publiée chez Klett-Cotta, Stuttgart, 10<sup>e</sup> éd., 2005
- 1961      Diplôme (équivalent à un M. A.) de théologie et de philosophie,  
Philosophisch-Theologische Hochschule, Francfort-sur-le-Main, Allemagne
- 1958      Philosophicum (équivalent au B. A.) de philosophie, de théologie et d'histoire,  
Philosophisch-Theologische Hochschule, Francfort-sur-le-Main, Allemagne.

**Postes et activités universitaires:**

- À partir de 2002*      Chercheur invité (retraité) à l'Institut Max Planck de développement humain (Berlin) et recherches sur les inégalités sociales et leurs effets sur le développement de l'enfant
- Cours sur le développement social de l'enfant, les conséquences de la pauvreté durant l'enfance et les droits de l'enfant (en particulier le droit à l'éducation et au développement) à l'École normale de la Freie Universität de Berlin
- Exposés présentés lors de conférences et ateliers nationaux et internationaux sur la Convention relative aux droits de l'enfant et la mise en œuvre des droits de l'enfant, et publications sur le sujet
- 2002              Départ à la retraite – cessation d'activités à l'Institut Max Planck
- 1989-2000      Désigné membre par cooptation du Conseil d'administration de l'Institut Max Planck de développement humain
- À partir de 1985*      Assistant invité à l'Université de Fribourg et Zurich (Suisse), l'Université de Californie, Santa Cruz (CA, États-Unis) et l'Université de Zurich (Suisse)
- À partir de 1982*      Professeur adjoint de sociologie de l'éducation, École normale, Freie Universität, Berlin
- À partir de 1975*      Professeur titularisé à l'Institut Max Planck de développement humain et d'éducation, Berlin
- Principal responsable des projets intitulés: «Interaction des camarades dans la salle de classe», «École primaire et développement social», «Les relations avec les camarades et les relations familiales et leur interaction»

- 1968-1974 Recherche préparatoire et consécutive au doctorat dans le cadre du projet «La socialisation dans la famille et à l'école», Institut Max Planck de développement humain et d'éducation, Berlin
- 1967-1968 Enseignant et assistant de recherche du Professeur Becker et du Professeur Goldschmidt, anciens directeurs de l'Institut Max Planck de développement humain et d'éducation, Berlin.

**Comités et comités consultatifs:**

- 2005 Membre fondateur de la Deutsche Gesellschaft für Demokratiepädagogik (Société allemande pour une éducation démocratique). Membre du Conseil exécutif
- 2003 Président du Comité consultatif du programme de développement de l'éducation intitulé «Apprentissage et expérience de la démocratie», projet conjoint de l'État fédéral et des gouvernements des Länder relevant de la Commission pour la planification de l'éducation et l'encouragement de la recherche
- 1995-1998 Président du Comité d'experts chargé du rapport sur «Grandir en Allemagne aujourd'hui», présenté au Bundestag
- 1991-2002 Membre du Comité consultatif du Centre de recherches sur la famille, Universität Konstanz, Constance, Allemagne
- 1978 Membre du Comité consultatif des affaires familiales du Ministère fédéral des affaires familiales, du troisième âge, des femmes et des jeunes, Bonn, Allemagne; Vice-Président de 2001 à 2004.

**Comités de rédaction:**

- 1993 Corédacteur de la série «Der Mensch als soziale und personale Wesen» (L'homme, être social et personne), Enke-Verlag, Stuttgart
- 1991-1998 Corédacteur du Bulletin de la Société internationale d'étude du développement comportemental
- 1990-2002 Corédacteur et, de 1995 à 1999, rédacteur par intérim, de la Neue Sammlung (Bulletin trimestriel Éducation et Société)
- 1989-2003 Comité consultatif, Zeitschrift für Familienforschung (Journal de recherche sur la famille)
- 1987-2003 Comité consultatif, Zeitschrift für Empirische Pädagogik (Journal de recherche pour une pédagogie empirique).

**Divers:**

- Depuis 2003 Membre du Comité des droits de l'enfant

*À partir de 1983* Président de l'Association «Haus der politischen Bildung e.V.», centre d'éducation civique destiné aux jeunes

*1990-2002* Président du Comité responsable du Centre de jour pour enfants des Instituts Max Planck de Berlin

**Rosa Maria ORTIZ (Paraguay)**

**Date et lieu de naissance:** 28 septembre 1952, Asunción, Paraguay

**Langue(s) de travail:** Espagnol, anglais, français

**Situation/fonction actuelle:**

Membre du Comité des droits de l'enfant de l'ONU

Directrice des programmes de l'ONG Global Infancia au Paraguay

**Principales activités professionnelles:**

En 2005 et 2006, j'ai travaillé à la diffusion de la Convention relative aux droits de l'enfant et des recommandations du Comité des droits de l'homme dans les États parties d'Amérique latine et des Caraïbes, et je me suis rendue à ce titre dans 12 pays du continent

Publication de recherches sur l'adoption, le travail des enfants, les enfants des rues

J'ai lancé le programme Niñosur du MERCOSUR, qui est aujourd'hui en place en Argentine, au Brésil, en Uruguay et au Paraguay

J'ai encouragé l'adoption d'une approche fondée sur les droits auprès d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux.

**Études:**

Études universitaires à la Faculté des moyens de communication de l'Université catholique Nuestra Señora de la Asunción, Asunción, Paraguay.

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:**

Mesures visant à ce que les enfants soient traités comme il convient dans les moyens de communication

Action de plaidoyer auprès d'organismes multilatéraux pour les inciter à intégrer les observations et recommandations du Comité des droits de l'enfant dans leurs plans d'action.

**Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine:**

«La Adopción – Un acto de amor y de derechos», Asunción, 2006

«Criadas, hasta cuando», histoire de personnes employées comme travailleuses domestiques dans leur enfance, Asunción, 2001

«Niños y niñas criadas», diagnostic qualitatif sur le travail domestique des enfants, Asunción, 2002

«Adopción internacional o tráfico de niños?», Asunción, 1996

«Historia de los trabajadores», présentation audiovisuelle, Asunción, 1991.

**Marta Maurás PÉREZ (Chili)**

Secrétaire de la Commission

Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes

M<sup>me</sup> Maurás a pris ses fonctions de Secrétaire de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) en mars 2005. De 1998 au début de 2005, elle a été Directrice des affaires économiques et sociales au cabinet du Directeur général, à New York. Avant 1998, elle a été en poste à Bogota pendant six ans pour l'UNICEF, en qualité de Directrice régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Elle a aussi occupé des postes techniques et de gestionnaire pour l'UNICEF aussi bien dans la région de l'Amérique latine et les Caraïbes (en poste à Santiago, Chili) qu'au Pakistan, au Mozambique et au Swaziland, et à New York.

En sa qualité de Secrétaire de la CEPALC, M<sup>me</sup> Maurás est chargée des affaires intergouvernementales politiques et diplomatiques. Elle coiffe les organes intergouvernementaux de la CEPALC, et en particulier la Conférence statistique des Amériques, la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, et le Comité de la population et du développement. Elle est aussi chargée de l'information du public et des politiques en ce qui concerne les femmes et l'égalité entre les sexes.

En sa qualité de membre du cabinet du Secrétaire général, M<sup>me</sup> Maurás a participé directement aux programmes de réforme de l'Organisation des Nations Unies; elle était chargée de la coordination des services consultatifs en ce qui concerne le développement durable et les questions économiques et sociales. Elle a été responsable du programme d'action contre le VIH/sida et a beaucoup contribué à définir les contours de cette nouvelle fonction. Elle a participé à l'organisation du Sommet du Millénaire de 2000, de la Conférence internationale sur le financement du développement qui s'est tenue à Monterrey et du Sommet mondial pour le développement durable qui a eu lieu à Johannesburg et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants, et a pris part aux préparatifs du Sommet de haut niveau de septembre 2005. Elle a également contribué à l'élaboration et à la coordination des secours d'urgence et des opérations de reconstruction après les conflits dans des pays et territoires comme le Kosovo, le Timor oriental, l'Afghanistan et l'Iraq.

Au cours de sa carrière à l'UNICEF, qui a débuté en 1974, M<sup>me</sup> Maurás a exercé des fonctions diverses dans des domaines comme la planification régionale et locale; la planification de la gestion des secours d'urgence; l'organisation du Sommet mondial pour les enfants (New York, 1990); l'élargissement de la couverture du programme de vaccination, en particulier en Afrique subsaharienne; et la diffusion et l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant, en mettant l'accent sur la réforme de la législation et des institutions en Amérique latine et dans les Caraïbes. Elle a aussi participé à la restructuration de l'UNICEF et à l'élaboration de son plan stratégique à partir de 1995. En sa qualité de Directrice régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Bogota, Colombie), elle a élaboré des directives et supervisé l'exécution des programmes en faveur des enfants relevant des bureaux de pays de l'UNICEF, coordonné le suivi interinstitutions du Plan d'action en faveur des enfants, et représenté l'UNICEF auprès des gouvernements et des organisations internationales de la région.

M<sup>me</sup> Maurás est membre du Conseil de Comunidad Mujer, organisation non gouvernementale chilienne qui a pour vocation de promouvoir l'intégration d'une démarche soucieuse de l'égalité des sexes en politique. Elle est membre du Conseil de South-North Development Initiative, organisation non gouvernementale qui a des bureaux à New York et à Buenos Aires, qui a pour objectif de trouver des capitaux à risque pour financer des petites et des microentreprises dans le respect de principes éthiques. Elle est membre du Conseil de la Global Coalition on Women and AIDS, qui a pour mission d'encourager le débat public sur le sida partout dans le monde.

M<sup>me</sup> Maurás a été invitée récemment à faire partie du Conseil de Latinobarómetro, organisation qui procède à des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, les droits de l'homme et le développement et dont les activités s'étendent à 18 pays de la région.

Marta Maurás est de nationalité chilienne; sociologue de profession, elle est titulaire d'un diplôme (licence) de la Pontificia Universidad Católica du Chili et d'un diplôme d'administration de la School of Public Administration de l'Université du Connecticut. Elle est l'auteur de nombreuses publications et participe en tant que professeur invité au programme de coopération internationale de l'Université du Pays basque.

Outre sa langue maternelle, l'espagnol, M<sup>me</sup> Maurás parle l'anglais, le français et le portugais.

M<sup>me</sup> Maurás a une fille.

**Nakpa POLO (Togo)**

**Date et lieu de naissance:** 16 novembre 1956 à Kandé, Togo

**Langue(s) de travail:** Français

**Situation/fonction actuelle:**

Docteur en droit public actuellement Directrice générale des droits de l'homme au Ministère des droits de l'homme et de la démocratie

**Principales activités professionnelles:**

Chargée de toutes les activités de promotion, de prévention et de protection en matière des droits de l'homme à travers la sensibilisation, l'information et l'éducation – Rédaction des rapports initiaux et périodiques sur les droits de l'homme – Participation aux travaux des sessions de la Commission des droits de l'homme et du Conseil des droits de l'homme

Veiller à la mise en œuvre des mesures visant à la prévention des cas de violations et à la recherche des solutions appropriées aux violations des droits de l'homme.

**Études:**

Baccalauréat – Licence et Maîtrise en droit – Diplôme d'Études Approfondies (D.E.A.)  
– Doctorat en droit Public Université de Lille II (France)

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:**

A participé à la vulgarisation de la Convention relative aux droits de l'enfant en collaboration avec l'UNICEF – Togo, à l'élaboration du Projet de la version simplifiée de la Convention relative aux droits de l'enfant (C.D.E.) pour pouvoir être comprise par le public cible c'est-à-dire les enfants avec PLAN-TOGO, à la rédaction du Projet de loi portant code de l'enfant, Projet de traduction de la C.D.E. et de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant en langues nationales, a participé à un atelier sur la Convention relative aux droits de l'enfant organisé à l'intention des parlementaires togolais par Save the children, Dakar. A participé à un panel organisé par l'O.M.C.T. le 21 septembre 2006 à Genève sur le renforcement des mécanismes des Nations Unies pour la protection des droits des enfants.

**Lidija TOPIC (Bosnie-Herzégovine)**

**Date et lieu de naissance:** 14 avril 1967, Sarajevo, Bosnie-Herzégovine

**Langue(s) de travail:** Anglais

**Situation/fonction actuelle:** Ambassadrice/Chef de la Mission de Bosnie-Herzégovine  
auprès des Communautés européennes

**Principales activités professionnelles:**

Ministre adjointe des affaires étrangères de Bosnie-Herzégovine

Ministre adjointe, Ministère de l'intégration européenne de Bosnie-Herzégovine

Ministre déléguée aux affaires multilatérales – Ministère des affaires étrangères de  
Bosnie-Herzégovine

Cheffe du Département des Nations Unies au Ministère des affaires étrangères de  
Bosnie-Herzégovine

Cheffe adjointe de la Mission de Bosnie-Herzégovine auprès de l'Organisation des  
Nations Unies – New-York

Assistante de programme, Bureau du Chef de mission, Croatie, HCR

**Études:**

M<sup>me</sup> Topić a fait sa scolarité à Sarajevo, Bosnie-Herzégovine, et au Royaume-Uni – à Londres et en Écosse, Orkney Islands, Kirkwall. Elle a fait ses études universitaires à Sarajevo, et est titulaire d'une licence de lettres de la faculté des lettres et d'un doctorat de médecine dentaire de la faculté de médecine dentaire. M<sup>me</sup> Topic a étudié pendant un an à la Murray State University, Murray, Kentucky, États-Unis. Elle a aussi préparé un diplôme sur les droits de l'homme et les affaires humanitaires à la School of International and Public Affairs de Columbia University, New-York, États-Unis, un diplôme de politique internationale à l'Université libre de Bruxelles, Belgique.

**Autres principales activités dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:**

M<sup>me</sup> Topić a été Vice-Présidente et Rapporteuse du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants qui s'est tenue à New-York en 2002, a participé à la mise en place et à l'organisation des réunions préparatoires régionales de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants qui se sont tenues à Berlin en 2001 et à Sarajevo en 2004, ainsi qu'à deux conférences intergouvernementales sur le thème «Making Europe and Central Asia Fit for Children» (Rendre l'Europe et l'Asie centrale dignes des enfants). En sa qualité de représentante de la Bosnie-Herzégovine elle a participé à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux femmes de 2000 et à la session extraordinaire de l'Assemblée

générale des Nations Unies sur le VIH/sida de 2003, ainsi qu'à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants de 2002 en sa qualité de Vice-Présidente et Rapporteuse du Comité préparatoire; elle a présidé le Comité consultatif de la lutte contre le VIH/sida de Bosnie-Herzégovine, créé la première Commission de lutte contre la traite des êtres humains de Bosnie-Herzégovine, a été coordonnatrice du Pacte de stabilité pour la Bosnie-Herzégovine, et coprésidé la première Réunion de travail du Pacte de stabilité.

**Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine:**

M<sup>me</sup> Topić a présidé le Groupe de travail chargé d'analyser la situation politique en Bosnie-Herzégovine et d'étudier les perspectives d'une stratégie d'intégration dans l'Union européenne, dont le rapport a été publié à Sarajevo en 2006.

**Esmeralda Elizabeth AROSEMENA de TROITIÑO (Panama)**

**Date et lieu de naissance:** 2 septembre 1944, Los Santos, Province de Los Santos, République du Panama

**Langue(s) de travail:** Espagnol

**Situation/fonction actuelle:**

Juge à la Cour suprême, deuxième chambre pénale de la République du Panama. Statue sur les recours en inconstitutionnalité et les recours concernant les garanties institutionnelles portés devant la Cour suprême en formation plénière. Statue sur les recours en inapplicabilité. Examine la possibilité d'appliquer l'*habeas corpus* et d'autres garanties institutionnelles aux adolescents en conflit avec la loi.

**Principales activités professionnelles:**

En tant que juge du Tribunal supérieur des mineurs, appelée à statuer sur les questions de protection et de responsabilité pénale des adolescents et les questions en rapport avec la famille (1995-2004)

Instigatrice du Mouvement en faveur de l'alignement de la législation interne sur la Convention internationale relative aux droits de l'enfant. À l'origine de lois sur l'adoption, la filiation administrative, les adolescentes enceintes, la responsabilité pénale des adolescents en conflit avec la loi, et autres

Titulaire de la Chaire de droit de la famille et de droit successoral à l'Université, et membre du Groupe de facilitateurs de l'École de la magistrature.

**Conférences:**

Rencontre latino-américaine: Les défenseurs du peuple et de la jeunesse, Guatemala, 2006. Cinquièmes journées de la magistrature, Costa Rica-Panama, sur le thème «Le droit à l'identité», avril 2005. Sixième réunion de magistrats d'Amérique latine, sur le thème «Les lois sur la violence domestique et la violence contre les femmes sous l'angle de l'administration de la justice», République dominicaine, novembre 2005. Intervenante dans le cadre du Séminaire sur l'adoption organisé à l'École de la magistrature en 2004.

**Articles:**

«Juventud, Participación, Ciudadanía y Desarrollo», article paru dans *Panamá América* en novembre 2004. «La Responsabilidad Penal de los Adolescentes en la Ley 40/99», paru dans *la Prensa* en 2004. Justicia Penal para Adolescentes, Retos y Perspectivas, paru dans *Sistemas de Responsabilidad Penal para Adolescentes*, page 19, publié par l'UNICEF, novembre 2003.

**Diplômes universitaires:**

Enseignante du primaire, licenciée de philosophie et de lettres, professeur du second degré, spécialisation en pédagogie, licenciée en droit et en sciences politiques, diplôme sur la question de l'égalité des sexes et spécialisation en droit de la famille.

**Autres activités principales dans le domaine intéressant l'organe conventionnel auquel postule le candidat:**

Analyse et examen des rapports du pays présentés au Comité des droits de l'enfant. Janvier 2004

Représentante du Panama pour la présentation du rapport du Gouvernement sur l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant au Comité des droits de l'enfant, Genève, 1997.

**Publications les plus récentes du candidat dans ce domaine:**

Rédactrice au *Boletín Cifras y Hechos*. Niñez y Adolescentes en Conflicto con la ley Penal. UNICEF, École de la magistrature, 2000

Participation aux quatre modules du cours de formation à l'intention des juges, des procureurs et des défenseurs des adolescents, École de la magistrature et UNICEF – 1999-2001

El Principio Educativo, Interés Superior y Protección Integral. Conceptos Válidos en el Sistema Penal Garantista para Adolescentes. *Boletín AMAJUP* n° 16. 2000

**Sylvie KAYITESI ZAINABO (Rwanda)**

**Date et lieu de naissance:** 27 mai 1962

**Langue(s) de travail:** Français

**Situation/fonction actuelle:**

Présidente de la Commission nationale des droits de la personne (poste permanent)

Membre du Conseil supérieur de la magistrature et celui du parquet (se tient en session)

Membre du Conseil des sages, de l'Association de défense des droits de la femme et de l'enfant (organe de concertation et d'orientation des ex-dirigeants de l'Association)

**Principales activités professionnelles:**

Éducation et sensibilisation aux droits de la personne

Vulgarisation des instruments internationaux et nationaux sur les droits de l'homme

Investigation sur les violations des droits de la personne

Faire des rapports sur les violations, et formuler des recommandations pour faire cesser les violations et pour les prévenir, à l'attention des instances concernées

Faire le monitoring du respect des droits de l'homme

Analyse des projets de loi et formulation d'avis pour le respect des principes des droits de l'homme

Visite des prisons et cachots, et rapport sur la situation des droits des détenus

Contribution à l'élaboration des rapports destinés aux organes des traités.

**Études:** Licence en droit de l'Université nationale du Rwanda.

**Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat:**

Faire le monitoring du respect des droits de l'enfant et faire un rapport sur la situation de ces droits

Cours de formation sur les droits de l'enfant et sensibilisation au respect des droits de l'enfant

Vulgarisation de la Convention sur les droits de l'enfant, de la loi nationale sur la protection des droits de l'enfant et contre les violences faites à l'enfant

Coordonner les activités de mise en place de l'observatoire national des droits de l'enfant qui doit être opérationnel bientôt

Superviser les rapports thématiques sur le respect des droits de l'enfant (enfants orphelins, enfants chefs de ménage, enfants de la rue, enfants travailleurs, enfants détenus)

Participation au Sommet national des enfants (qui se tient tous les deux ans), et aux campagnes de lutte contre les violences faites aux enfants.

**Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine:**

Rapport annuel reprenant la situation des droits de l'homme dans le pays, les rapports thématiques sur le respect des droits.

**Marie-Gisèle ZINKPE (Bénin)**

**Date et lieu de naissance:** 25 janvier 1956 à Abomey

**Situation matrimoniale:** Mère de deux enfants

**Profession:** Magistrat, grade: A<sub>1</sub>-10

**Diplômes obtenus**

1985: Diplôme de fin de formation des cadres A<sub>1</sub>, *option*: École nationale d'administration niveau II

1980: Maîtrise ès sciences juridiques, *option*: droit des affaires et carrières judiciaires

1975: Baccalauréat de l'enseignement du second degré série A<sub>4</sub>

1972: Brevet d'études du premier cycle

**Autres formations**

Stage de perfectionnement à l'École nationale de la magistrature à Paris et au tribunal de grande instance de Marseille

Formation sur le code CIMA

Formation sur les actes uniformes de l'OHADA

Formation sur le droit de l'arbitrage

Formation sur le budget-programme

Participation à divers séminaires organisés par le Ministère de la justice, le Ministère des finances et de l'économie, la Direction des droits de l'homme et diverses organisations non gouvernementales intervenant dans le domaine des droits de l'homme

Stage de formation sur l'égalité entre les sexes et le développement durable en Belgique

Stage pratique à Amnesty International: section francophone de la Belgique

Participation à la Conférence des Nations Unies sur les mesures anticorruption

### **Expérience professionnelle**

<i>2006 à ce jour</i>	Chef du Service de la promotion et de la vulgarisation des droits de l'homme
<i>2003</i>	Chef du Service de la protection et de la défense des droits de l'homme
<i>1997-2001</i>	Présidente du tribunal de première instance de Ouidah
<i>1995-1997</i>	Premier juge d'instruction au tribunal de première instance de Porto-Novo
<i>1990-1995</i>	Premier Substitut du Procureur de la République au tribunal de première instance de Porto-Novo
<i>1988-1990</i>	Juge d'instruction au tribunal populaire de district de Bohicon
<i>1988</i>	Juge des enfants au tribunal de première instance de Porto-Novo
<i>1986-1988</i>	Conseillère référendaire à la Cour suprême (chambre administrative)

### **Compétences linguistiques**

**Langues nationales parlées:** fon, mina, nagot.

**Langues étrangères parlées et écrites:** français, anglais, espagnol.

-----